

Téléconférence de presse du CIH
Mardi 05 mai 2020
Conclusion - Stéphane Dauger

Monsieur le Président de la République

Depuis des mois, des années, déjà bien avant votre élection c'est vrai, de très nombreux professionnels expriment leurs inquiétudes quant à l'évolution extrêmement préoccupante de l'Hôpital Public durant les deux dernières décennies... sans aucune réponse à ce jour à la hauteur des problèmes soulevés.

Et ce que nous craignons tous est advenu : un cataclysme. L'épidémie de COVID s'est abattue sur la nation plaçant l'hôpital public fragile, démuni, désossé, en première ligne. « Nous sommes en guerre » comme vous l'avez répété si souvent, mais les moyens continuent à manquer et les combattants désertent. Et ce que vous êtes en train de dessiner Monsieur le Président n'est pas à la hauteur des enjeux.

Les collègues des EHPAD ont alerté depuis plusieurs années sur le manque de personnels et le manque de moyens engendrant des soins qui n'en sont plus, des organisations inhumaines faute de temps.

.... Rien, aucune réponse à leur demande. Aujourd'hui ce sont eux les patients, nos aînés, et les personnels des EHPAD qui ont payé et payent encore le plus lourd tribut à cette pandémie.

Après eux, les psychiatres, pour enfants, pour adultes, quels que soient leur lieu d'exercice, dans les petites villes, dans les grands hôpitaux ont expliqué que leurs moyens n'étaient plus à la hauteur des besoins croissants de notre population.

.... Rien, pas le moindre geste, aucune réponse. Les personnels médicaux et paramédicaux, en nombre, continuent à désertir les services de psychiatrie de l'Hôpital Public. Certains en sont même venus l'année dernière à se mettre en grève de la faim pour défendre leur spécialité au service de nos concitoyens.

Les effets de la pandémie à COVID arrivent sur la psychiatrie. Les enfants et les adultes habituellement suivis ou récemment fragilisés par ces semaines de confinement et ce stress généralisé vont avoir besoin de ces soignants spécialisés. Rien pour les accueillir, plus personne dans les services, désertés, abandonnés faute de combattants. Et ils désertent encore en ce moment. Même la prime proposée par votre gouvernement Monsieur le Président n'y fera rien.

Nos collègues urgentistes s'y sont alors mis. Depuis plus d'un an maintenant. Certains l'été dernier se sont même fait porter pâles pour espérer être entendus.

....Rien. Aucun geste à la hauteur des enjeux. Aucune avancée significative. Et ils ont été en première ligne lorsque la vague est arrivée jusqu'à l'hôpital après avoir submergé nos collègues de ville, médecins généralistes, infirmières, kinésithérapeutes, pharmaciens
.... Toujours rien. Si, une prime, ...distribuée bientôt au bon vouloir de leur direction ! Là non plus vous l'avez compris elle ne suffira pas à reconnaître leur travail et leur professionnalisme.

Alors les autres médecins et tous les autres personnels de l'Hôpital Public, administratifs, ingénieurs, secrétaires, techniciens, brancardiers, et j'en oublie, ont suivi, pour défendre l'Hôpital Public, de toute spécialité, de tout type d'exercice, dans les

centres hospitaliers universitaires ou non universitaires, de tout bord politique, de toute étiquette.

Les médecins ont manifesté....ça n'arrive jamais Mr le Président, jamais.

Ils ont montré, expliqué, discuté, proposé.

...Rien. Encore une fois, une fin de non-recevoir.

Alors des services, des hôpitaux entiers ont arrêté la facturation pour démontrer à leur administration l'absurdité d'un système ne justifiant les soins que s'ils sont économes, ne passant son temps qu'à compter, vérifier, justifier, contrôler, totalement déconnecté des réalités du terrain.

....Toujours rien. Des rendez-vous sans suite, souvent même pas de rendez-vous du tout, des annonces. Mais aucun geste pour arrêter cette destruction programmée.

Et ça y est, il faut remettre le système en route. Les affaires reprennent comme on dit.

Les Directions reviennent depuis cette semaine expliquer aux soignants exténués encore en train de travailler à 150% qu'il va falloir comparer les activités entre services, entre pôles, entre hôpitaux. Et reprendre au plus vite. Pas selon les besoins de la population, non, mais pour récupérer cette fameuse activité vitale à la survie du système.

Alors 1300 chefs de service en sont même allés jusqu'à démissionner de leur fonction administrative en tout début d'année. Là aussi, du jamais vu.

...Comme si de rien n'était, les Directeurs ont refusé ces démissions, refusant d'en prendre acte, seule réponse à ce mouvement inédit. Passez, il n'y a rien à voir, nous ferons sans vous.

Dès le début de l'épidémie, tous sont revenus au front, instantanément, dans leurs fonctions, auprès de leurs équipes. Sans aucun geste en retour proposant de préparer la suite.

Au début du mois de mars, juste avant la vague de COVID, voyant le drame arriver, le Conseil Economique Social et Environnemental, la 3^e assemblée de la République s'est saisi en urgence des difficultés de l'Hôpital Public.

Il a voté à l'unanimité une résolution le 11 mars 2020 qu'il a nommé « Le droit à la santé pour tous » : 147 membres du CESE ont voté pour, 2 contre, 1 s'est abstenu.

Le CESE transmettra dans quelques semaines un avis au parlement et à votre gouvernement Mr le Président. Nous sommes impatients. Nous espérons que lui, au moins, vous l'écouteriez.

Puis l'Hôpital Public, malgré ces cris d'alerte jamais entendus, après avoir vu ses urgences débordées, s'est organisé à la hâte, solidaire, collectif, efficace comme il l'est facilement quand on lui en donne les moyens pour réagir au mieux sur tout le territoire tant dans le Nord-Est de la France, submergé, que dans le Sud, solidaire.

Il a fallu courir après les lits, après les personnels, après le matériel, après les médicaments. Et ça n'est toujours pas fini.

Aujourd'hui, les réanimations se vident petit à petit mais quelques enfants sévèrement atteints ont besoin de soins, les services de rééducation débordent, le retour à domicile mobilise à nouveau tous les personnels depuis l'hôpital jusqu'à la ville, les patients non COVID reviennent enfin, encore plus fragiles.

L'hôpital ne peut plus faire face.

L'exceptionnel de quelques semaines ne pourra pas tenir plusieurs mois.

Pourtant, tous les soirs les usagers nous remercient. Tous les matins, tous les midis, en garde, le week-end, ils cuisinent pour nous. Les enfants nous adressent des dessins de remerciements. Nous sommes chouchoutés.

Et nous sommes nous aussi profondément reconnaissants à tous nos concitoyens qui ont envie de prendre soin de nous à leur tour.

Mais cela ne va pas suffire Monsieur le Président. Ils vont devoir nous aider à vous montrer que vos paroles ne suffisent plus, qu'ils souhaitent eux aussi un Hôpital Public fort, véritable centre de gravité du système de soins au milieu de son territoire, en connexion permanente avec les médecins libéraux, les structures privées, tous les soins de première ligne.

Certainement pas « Quoi qu'il en coûte » selon vos propres termes mais « Au juste coût », pour la santé de nos anciens, de nos enfants, de tous nos concitoyens.

L'hôpital public ne pourra pas tenir ne serait-ce que quelques semaines de plus avec ou sans deuxième vague de COVID :

i) si tous les petits salaires de l'hôpital public, non soignants et soignants, médicaux comme non-médicaux ne sont pas revalorisés pour garder nos collègues compétents, dans nos équipes, à nos côtés,

ii) si on ne rouvre pas immédiatement des lits pour l'aval des urgences et des soins aigus,

iii) si on ne change pas sans attendre la gouvernance en faisant redescendre les décideurs sur le terrain, auprès des équipes, autour du service, qui demeure le maillon essentiel du soin à l'hôpital, comme la première vague de l'épidémie l'a encore une fois démontré

C'est tout de suite Mr le Président que l'Hôpital Public a besoin de vous.

Pas pour 2022 dans un énième plan, mais dès demain, pour le mois de juin, pour cet été, pour cette automne, afin de faire face dès aujourd'hui aux besoins de notre population à la suite de ce cataclysme que nous venons de vivre.

« Vous avez pu compter sur nous » Monsieur le Président, montrez-nous que nous pouvons désormais compter sur vous.